

PAGE ÉCONOMIQUE

Promotion des liens économiques dans la zone Euro-Med

Les participants à une conférence qui s'est tenue à Hammamet ont déclaré qu'il fallait un renforcement des liens économiques pour que les pays de la zone de la méditerranée soient en mesure de rentrer en concurrence avec les autres blocs régionaux.

Les participants à une conférence qui a débuté le mardi 25 mai et portant sur le renforcement des liens économiques ont déclaré que l'Europe devait se focaliser sur le développement et l'augmentation des tractations commerciales avec le Maghreb.

Dans l'Appel d'Hammamet, document résumant les décisions prises lors de la conférence dans cette ville tunisienne, "il est temps que l'Europe suive l'exemple des grands groupes régionaux qui sont maintenant en place en Amérique et en Asie."

L'Appel d'Hammamet pose les fondations d'une entité économique méditerranéenne qui soit davantage intégrée et il souligne la nécessité d'un avenir de coopération plus développé, à travers la création de structures et de législations dans la région.

L'Institut des Perspectives Economiques de la Zone Méditerranéenne et l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise ont conjointement parrainé la conférence de deux jours avec

pour objectif de promouvoir une croissance "forte, durable et partagée" dans la région.

"Nous devons ouvrir la route à une nouvelle étape qui nous permette d'accélérer le rythme de l'intégration d'une manière qui soit profitable pour nous tous", a déclaré Mohammed Ghannouchi, Premier Ministre tunisien, aux participants.

"Chaque hausse d'un seul point dans le PIB des pays du sud et de l'est de la méditerranée mène à une augmentation de 0.2 à 0.3 dans celui des pays du nord", a-t-il dit encore.

"Et d'un autre côté, chaque hausse d'un point dans le PIB d'un pays européen entraîne une hausse de 0.4 à 0.6 dans celui des pays du sud de la méditerranée", ajoute-t-il.

Elisabeth Guigou, membre du Parlement français, déclare que "l'Europe et les pays du sud et de l'est de la méditerranée n'ont d'autre choix que de s'allier pour obtenir le

poins nécessaire pour faire face à la concurrence toujours en augmentation entre les pôles régionaux majeurs".

Les participants ont également pressé les états méditerranéens pour qu'ils épousent l'idée d'une gouvernance rationnelle, soulignant que seul le partage de la valeur commerciale ajoutée pourra être avantageux pour chaque partie et donner un poids particulier à la région entière.

Ils ont déclaré que la création d'une Banque Euro-Méditerranéenne pour le développement et le placement de fonds d'investissement collectifs sur les capitaux à risque sont des éléments cruciaux pour stimuler la créativité et la rénovation des économies méditerranéennes.

L'agriculture, la sécurité alimentaire et la création d'emplois ont été l'objet d'une attention particulière lors de ce Sommet méditerranéen.

"Contrairement à certaines idées reçues, la

présence d'une institution européenne en Tunisie contribue souvent à maintenir des opportunités d'emploi en Europe", a dit Afif Chelbi, Ministre tunisien de l'Industrie.

L'analyste politique Tawfik Mouline a émis des critiques contre d'autres projets contenus dans le partenariat Euro-Med, concernant la limitation des sujets de négociation.

Le processus de Barcelone – créé en 2005 pour traiter les enjeux posés par le terrorisme régional - "s'est réduit à des politiques nationales majeures, marginalisant les pays et l'importance de la création d'emplois en leur sein", dit Mouline, qui dirige l'Institut Royale des Recherches Stratégiques au Maroc.

Il déclare qu'il faudrait bien davantage se concentrer sur l'immigration, ce qui aura un impact immense sur les sécurités alimentaire, sanitaire et énergétique dans les pays du sud de la méditerranée.

Par Mona Yahia pour Magharebia

Dassaut réussira-t-il un jour à vendre ses Rafales ?

Durant le règne du Roi du Maroc, Hassan II, et le conflit du Sahara, les Américains des années 70-du temps de la présidence de Jimmy Carter refusaient de donner des armes modernes au Maroc pour combattre un ennemi qui avait l'avantage d'attaquer à l'improviste les localités les moins défendues, d'agir sur un terrain qu'il connaissait mieux et de pouvoir faire tomber des avions à des distances très élevées grâce à un matériel militaire de pointe. Il a fallu attendre l'ère Reagan et son aide pour la construction du mur de sécurité, ainsi que celui des Égyptiens et des Espagnoles en matière d'armes légères qui ont permis au Maroc le gain de la partie.

Ironie de l'histoire, c'est aux américains qui lui refusaient jadis la vente d'armes que le Maroc a officialisé sa commande de 24 avions de chasse F16 pour moderniser sa flotte d'avions de chasse. L'avion du combat du constructeur Dassaut était en effet en concurrence avec le F16 américain jusqu'en octobre 2007, date à laquelle a été annoncée l'échec de la vente du Rafale au Royaume.

Par médias interposés, certains industriels

et partis de l'opposition française étaient alors montés au créneau pour dénoncer l'incompétence commerciale de l'avionneur Dassaut et, en filigrane, l'arrogance d'un gouvernement croyant que le marché marocain, lien historique oblige est tout acquis à la France.

D'après « Le Canard enchaîné » du 14 Avril 2010, le Rafale est dans le collimateur des américains. Le président brésilien Lula ayant montré sa préférence pour l'achat du Rafale face au F/A 18 de Boeing, les dirigeants américains ne cessent de multiplier manœuvres et pressions pour l'en dissuader. Car il ne s'agit pas d'un banal contrat : 36 avions à fournir au Brésil pour commencer, et 108 au total.

Toujours d'après le Canard, le 12 avril était le dernier exemple en date de ce jeu d'influence américain. À Washington, le patron du Pentagone, Robert Gates, et Nelson Jobim, ministre brésilien de la Défense, ont signé un « partenariat de sécurité » entre les deux États. Au menu : Recherche et développement d'équipements militaires, technologies en matière de sécurité.

Sous le titre « Câlins au Brésil », « le Canard enchaîné » conclut que ces bonnes

manières destinées aux militaires et à l'opposition, avant la prochaine élection présidentielle, ont tout pour inquiéter Dassaut et l'Élysée. D'autant que les chefs de l'armée de l'air française affirment que le Brésil va bientôt accorder aux États-Unis l'utilisation d'une base aérienne.

Deux interrogations à cette offensive de charme. Et d'une, très optimiste : Lula offre ainsi un lot de consolation à Washington avant d'opter pour le Rafale. Et de deux, plus pessimiste : la semaine dernière, une note de la Direction du renseignement militaire laissait entendre que cet accord Brésil-USA pourrait aller jusqu'à remettre en cause l'achat du Rafale. Avant d'ajouter qu'une victoire de l'avion Dassaut sur celui de Boeing serait une « catastrophe » pour l'industrie américaine. À vrai dire contrairement à Dassaut, cette dernière est tout de même assez solide pour s'en remettre.

Pourtant en 2008, la France avait toujours un espoir pour vendre ses Rafales au Maroc. À l'instar du journal économique « Les Échos ». Dans son édition du 31 Janvier 2008, celui-ci prétendait ainsi que Lockheed Martin peine à trouver un pôle bancaire pour financer à un coût acceptable la vente de ses 24 F16 neufs au Maroc, les banquiers de l'Oncle Sam rechignant à régler une facture de 2,4 milliards en pleine crise des suppressions. « Le Rafale va-t-il revenir

dans la course pour le Maroc ? La question peut paraître surprenante. Prématurée sans doute, mais pas si saugrenue(...) Le plus probable, c'est que le Maroc n'achète finalement plus d'avions.... » conclut le journaliste des Échos à tort.

Peut-être que cette expérience fera au moins réfléchir Dassaut sur la conception de ses modèles d'avions de chasse à venir. Il faut dire en effet que face à son rival d'outre-atlantique, le chasseur français tient difficilement la comparaison.

Le F16, conçu à la fin des années 70, est réputé, entre autres, pour ses capacités guerrières exceptionnelles et sa grande polyvalence. Le Maroc est le 25ème pays à s'équiper de cet appareil.

Le Rafale, lui, bien évalué pour son aptitude à effectuer des missions d'interception, de bombardement et d'attaque de précision, serait néanmoins trop onéreux par rapport à ses concurrents directs (300.000 dirhams par heure de vol) et trop sophistiqué pour nombre d'armées.

Le nouveau-né de Dassaut qui a fait son baptême de feu en Afghanistan, le 28 Mars 2007, n'a à ce jour, jamais décroché de marché à l'export.

L'échec marocain signera-t-il sa fin ?

Par Mustapha Bouhaddar